

## ACCORD DE CONFIDENTIALITE

### ENTRE :

...

[Adresse],

Représenté par [titre], [Monsieur/Madame]

Ci-après désigné par le « **Partenaire** »,

de première part,

ET

### **SATT AQUITAINE,**

Aquitaine Science Transfert,

SAS,

SIRET 75302766300040,

Dont le siège social est situé 351 cours de la libération, 33405 Talence,

Représentée par sa Présidente, Maylis CHUSSEAU,

Ci-après désignée par le « **Aquitaine Science Transfert** »,

de deuxième part,

Aquitaine Science Transfert et le Partenaire étant ci-après individuellement ou collectivement désignés par la ou les « **Partie(s)** ».

### **PREAMBULE :**

Dans le cadre du programme des investissements d'avenir, le projet de SATT Aquitaine de la Communauté d'Universités et d'Etablissements d'Aquitaine, (Le décret n° 2007-383 du 21 mars 2007 portant création de l'établissement public de coopération scientifique « Université de Bordeaux », a été modifié par le décret N°2013-805 du 3 septembre 2013 et porte création de la Communauté d'universités et établissements d'Aquitaine. Le PRES-Université de Bordeaux est devenu le 3 septembre 2013 la communauté d'universités et établissements Aquitaine), de l'Université de Pau et des Pays de l'Adour, du CNRS et de l'INSERM a été retenu par décision du premier ministre le 19 janvier 2012. Les statuts de la SAS SATT Aquitaine ont été signés le 17 juillet 2012. La SATT Aquitaine a notamment pour missions de financer le dépôt, l'entretien des droits de propriété intellectuelle et industrielle, et de gérer des portefeuilles de droits (licensing).

Dans le cadre de la recherche menée au CHU de Bordeaux ci-après désigné le « Laboratoire », Monsieur François Cornelis a réalisé une invention intitulée : « Bone Stenting System », citant Monsieur François Cornelis comme unique inventeur. Deux demandes de brevet français intitulés « Système d'injection dirigée intra-osseuse de ciment chirurgical » et « Stent intra osseux » ont été déposées respectivement au nom du CHU de Bordeaux pour protéger cette invention, le 6/05/2017 et le 27/07/2017 sous les n ° FR1654105 et FR1657214, ci-après désignés les Brevets.

François Cornelis, cité comme inventeur sur les Brevets est désormais chef service de radiologie interventionnel de l'Hôpital Tenon, depuis le 01/09/2017. Il intervient en tant qu'expert indépendant dans le cadre du présent Accord.

Aquitaine Science Transfert a reçu mandat pour gérer les Brevets , et à ce titre Aquitaine Science Transfert signe, au nom et pour le compte du CHU de Bordeaux , les documents nécessaires à l'accomplissement de ses missions.

Le Partenaire ,spécialiste dans [domaine de spécialisation]. Le prestataire et Aquitaine Science Transfert ont l'intention de s'engager dans des discussions concernant la conception et le développement du dispositif médical dans le cadre du projet « BSS » . Au cours de ces discussions, il est prévu que les Parties se communiquent certains de leurs secrets commerciaux ou toutes autres informations confidentielles dans le but de faire un premier diagnostic du besoin du projet, finaliser le cahier des charges fonctionnel et technique, établir un devis pour la conception et la réalisation du prototype. (ci-après le « Projet »).

Dans ce contexte, les Parties souhaitent établir dans le présent accord les règles relatives à la protection et l'utilisation des informations confidentielles que les Parties souhaitent s'échanger dans le cadre du Projet.

## **LES PARTIES ONT CONVENU DE CE QUI SUIT :**

### **Article 1 – Définition**

Pour les besoins du présent contrat, les termes suivants, dès lors qu'ils seront munis d'une première lettre majuscule, auront le sens suivant :

**Accord** : Le présent accord de confidentialité entre les Parties.

**Informations Confidentielles** : Informations et données de toute nature, notamment technique, scientifique, économique, financière, commerciale, comptable, tout plan, étude, données expérimentales et de tests, dessins, représentations graphiques, savoir-faire, expériences, bases de données, quels qu'en soient la forme, le support ou le moyen, incluant sans limitation, les communications orales, écrites ou fixées sur un support quelconque, que les Parties sont amenées à se communiquer dans le cadre du Projet, se rapportant directement ou indirectement à ce dernier.

Ces informations devront être traitées comme confidentielles, que la formulation « confidentiel » soit utilisée ou non dans les notes, études, analyses ou tout autre document.

### **Article 2 – Objet**

L'Accord a pour objet de fixer les règles relatives à la protection et à l'utilisation des Informations Confidentielles que les Parties vont s'échanger dans le contexte défini en Préambule.

Chacune des Parties transmettra, de manière non exclusive, les seules Informations Confidentielles qu'elle juge nécessaires à la poursuite du Projet. Il est entendu que la Partie divulgatrice ne donne aucune garantie quant aux Informations Confidentielles qu'elle communique à l'autre Partie, notamment quant à leur adéquation au Projet.

Aucune disposition de cet Accord ne peut être interprétée comme obligeant l'une des Parties à transmettre des Informations Confidentielles ou à se lier contractuellement avec les autres dans l'avenir.

### **Article 3 – Obligation des Parties**

Les Parties qui reçoivent ces Informations Confidentielles s'engagent, pendant la durée de l'Accord et pour une durée de cinq (5) ans, à compter de la date de son échéance ou de sa résiliation à ce que les Informations Confidentielles émanant de la Partie qui les transmet :

- a) soient protégées et gardées strictement confidentielles et soient traitées avec le même degré de précaution et de protection qu'elle accorde à ses propres Informations Confidentielles de même importance, et en aucun cas un traitement moins protecteur ;
- b) ne soient pas utilisées, totalement ou partiellement, dans d'autres objectifs que ceux définis par l'Accord, comme mentionnés dans le Préambule ci-dessus, sans le consentement préalable et écrit de la Partie qui les a transmises ;
- c) ne soient ni communiquées ni susceptibles de l'être, soit directement, soit indirectement à tout tiers ou à toutes personnes autres que celles mentionnées à l'article 5 ci-dessous;
- d) ne soient ni copiées, ni reproduites, ni dupliquées totalement ou partiellement lorsque de telles copies, reproductions ou duplications n'ont pas été autorisées par la Partie qui les a transmises et ce, de manière spécifique et par écrit.

Nonobstant les dispositions des articles 9 et 10 ci-dessous, le terme ou la résiliation de l'Accord n'aura pas pour effet de dégager les Parties de leurs obligations de respecter les dispositions du présent article 3 concernant l'utilisation et la protection des Informations Confidentielles reçues avant la date de la résiliation ou l'arrivée du terme ; les obligations contenues dans ces dispositions restent en vigueur pendant la période définie audit article.

#### **Article 4 – Exceptions**

La Partie qui reçoit les Informations Confidentielles ne sera soumise à aucune restriction quant à leur utilisation, si elle peut apporter la preuve :

- a) qu'elles sont entrées dans le domaine public préalablement à leur divulgation ou après celle-ci mais en l'absence de faute qui lui soit imputable ; ou
- b) qu'elles sont déjà connues de celle-ci, cette connaissance préalable pouvant être démontrée par l'existence de documents appropriés dans ses dossiers ; ou
- c) qu'elles ont été reçues d'un tiers autorisé à les divulguer, de manière licite, sans restriction ni violation de l'Accord ; ou
- d) que l'utilisation ou la divulgation a été autorisée par écrit par la Partie dont elles émanent ; ou
- e) qu'elles sont le résultat de développements internes entrepris de bonne foi par des membres de son personnel n'ayant pas eu accès à ces Informations Confidentielles ; ou
- f) que la divulgation est requise par toute loi ou décision de justice, sous réserve que préalablement à cette divulgation la Partie devant transmettre ces Informations Confidentielles en avise, dans les plus brefs délais, la Partie dont elles émanent en tenant compte de toute objection de sa part.

#### **Article 5 – Personnel**

Dans le cadre de l'Accord, les personnes suivantes seront amenées à échanger des Informations Confidentielles :

- pour Aquitaine Science Transfert : Monsieur Sandro Cornet , Chef de projet Dispositifs médicaux
- pour le Laboratoire : Monsieur François Cornelis, Inventeur
- pour le Partenaire : [Monsieur/Madame], [Titre].

Chacune des Parties ne sera autorisée à communiquer les Informations Confidentielles qu'aux membres de son personnel ayant à en connaître pour les besoins du Projet.

Chacune des Parties sera responsable, en cas de manquement au présent Accord par un membre de son personnel.

## **Article 6 – Propriété intellectuelle**

Il est expressément convenu par les Parties que la divulgation entre elles d'Informations Confidentielles au titre de l'Accord ne peut en aucun cas être interprétée comme conférant de manière expresse ou implicite à la Partie qui les reçoit, un droit quelconque (aux termes d'une licence ou de tout autre moyen) sur les Informations Confidentielles ou sur tout droit, existant ou futur, de propriété intellectuelle ou autre relatif aux Informations Confidentielles.

Toutes les Informations Confidentielles et les supports communiqués et remis par une Partie sont et resteront la propriété exclusive de celle-ci.

## **Article 7 – Restitution**

7.1 En cas de renonciation d'une Partie au Projet, celle-ci s'engage à détruire ou restituer spontanément, dans un délai de huit (8) jours, l'ensemble des Informations Confidentielles qui lui ont été transmises.

7.2 En cas d'abandon du Projet par les Parties, les Informations Confidentielles seront spontanément détruites ou restituées dans un délai de huit (8) jours, sans qu'il soit conservé de copie, que ce soit sur support papier ou sur support dématérialisé.

7.3 Sur simple demande de la Partie qui les a transmises, les Informations Confidentielles devront être détruites ou restituées dans un délai de huit (8) jours à compter de la demande. La destruction des Informations Confidentielles devra être confirmée par écrit à la Partie qui les a transmises.

## **Article 8 – Confidentialité de l'Accord**

L'existence, le contenu et l'exécution de l'Accord seront gardés confidentiels par les Parties et ne seront pas divulgués par l'une ou l'autre d'entre elles sans l'accord écrit préalable de(s) l'autre(s) Partie(s).

## **Article 9 – Durée**

L'Accord entre en vigueur à compter de la date de signature et pour une durée de six (6) mois. Il n'y a pas de tacite reconduction.

L'Accord pourra être renouvelé par voie d'avenant, préalablement écrit et signé par les représentants dûment habilités des Parties.

## **Article 10 – Résiliation**

L'Accord pourra être résilié par l'une des Parties, à tout moment, de plein droit et sans formalité, avec préavis de trente (30) jours.

## **Article 11 – Dispositions diverses**

**Intégralité de l'Accord :** les dispositions de l'Accord constituent l'intégralité de l'accord entre les Parties. Il annule et remplace les accords écrits et verbaux conclus entre les Parties antérieurement à sa signature.

**Cession :** l'Accord ne peut être cédé ou transféré en tout ou partie, par quelque moyen que ce soit, par une Partie à un tiers sans le consentement préalable et écrit de(s) l'autre(s) Partie(s).

**Modification :** l' Accord ne pourra être amendé ou modifié que par avenant signé par les représentants dûment autorisés de chaque Partie.

**Nullité d'une clause :** si une ou plusieurs stipulations de l'Accord sont tenues pour non valides ou déclarées comme telles en application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision passée en force de chose jugée d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée.

**Tolérance :** les Parties conviennent réciproquement que le fait pour l'une d'entre elles de tolérer une situation n'a pas pour effet d'accorder à(aux) l'autre(s) des droits acquis. Une telle tolérance ne peut être interprétée comme une renonciation à faire valoir les droits en cause.

## **Article 12 – Loi applicable – Litige**

12.1 L'Accord est soumis à la loi Française.

12.2 Tout différend entre les Parties relatif à l'existence, la validité, l'interprétation, l'exécution et la résiliation de l'Accord, que les Parties n'aient pu résoudre à l'amiable sera porté devant les Tribunaux Compétents.

Fait à Bordeaux en deux (2) exemplaires.

Pour **Aquitaine Science Transfert**  
Par **Madame Maylis CHUSSEAU**  
Présidente  
Le

Pour **le Partenaire**  
Par **[Madame/Monsieur]**  
**[Titre]**  
Le